



Données financières consolidées des sociétés d'État

Premier trimestre (T1) 2021-2022

Publié : le 2022-01-01

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor 2022,

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

N^o de catalogue BT1-61E-PDF
ISSN : 2816-7082

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Consolidated financial information for Crown corporations First
Quarter (Q1) 2021-2022

Données financières consolidées des sociétés d'État (premier trimestre 2021-2022; en milliers de dollars)

Filtrer les articles Affiche 1 à 26 de 26 entrées

Société d'État	Type de société	Exercice financier	Période de déclaration	Total des actifs	Total des passifs	Avoir	Crédits budgétaires	Revenus (Tiers)	Total des revenus	Charges	Bénéfice net (perte nette)	Résultat global (perte globale)	Emprunts	Dividendes	Convention comptable	Publié
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	10	10	11	12	13	14
Banque de l'infrastructure du Canada	Consolidée	31-déc	T1 terminé le 30 juin	1,314,140	13,449	1,300,691	64,266	5,499	69,765	13,266	56,499	56,499	0	0	IFRS	Oui
Énergie atomique du Canada limitée	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	1,494,888	8,477,566	(6,982,678)	182,049	34,879	216,928	166,557	50,371	50,371	0	0	IFRS	Oui
Conseil des Arts du Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	695,331	303,936	391,395	150,500	7,310	157,810	171,387	(13,577)	(13,577)	0	0	PSAS	Oui
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	662,974	651,963	11,011	173,446	288	173,734	174,822	(1,088)	(2,495)	0	0	IFRS	Oui
Société Radio-Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	3,132,613	1,679,657	1,452,956	273,756	118,062	391,818	398,138	(6,320)	182,916	218,703	0	IFRS	Oui
Corporation commerciale canadienne	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	71,800	51,688	20,112	3,003	1,440	4,443	6,422	(1,979)	(1,979)	0	0	IFRS	Oui
Commission canadienne du lait	Consolidée	31-juil	T1 terminé le 31 oct.	93,973	71,817	22,156	1,104	91,251	92,355	91,798	557	557	49,629	0	IFRS	Oui
Musée canadien des droits de la personne	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	286,028	273,515	12,513	8,148	1,804	9,952	9,052	900	900	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Musée canadien de l'histoire	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	315,830	244,900	70,930	19,331	905	20,236	20,728	(492)	(492)	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	25,155	10,017	15,138	2,581	298	2,879	3,047	(168)	(168)	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Musée canadien de la nature	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	188,476	187,884	592	8,596	601	9,197	8,821	376	376	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Fondation canadienne des relations raciales	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	28,318.91	720.62	27,598.29	0	229.17	229.17	350.56	(121.39)	(121.39)	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Destination Canada	Consolidée	31-déc	T1 terminé le 31 mars	53,589	11,049	42,540	23,916	509	24,425	18,381	6,044	6,044	0	0	PSAS	Oui
Construction de Défense (1951) Limitée	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	83,185	68,892	14,293	0	37,441	37,441	35,602	1,839	1,839	0	0	IFRS	Oui
La Société des ponts fédéraux Limitée	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	382,959	162,636	220,323	5,541	7,580	13,121	12,323	798	802	45,915	0	IFRS	Oui
Centre de recherches pour le développement international	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	86,501	71,312	15,189	29,000	22,696	51,696	52,784	(1,088)	(1,088)	0	0	IFRS	Oui
Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	737,840.88	120,278.32	617,562.56	62,059.21	242.15	62,301.35	54,706.83	7,594.52	7,594.52	0	0	PSAS	Oui
Marine Atlantique S.C.C.	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	602,263	105,328	496,935	32,022	22,097	54,119	58,527	(4,408)	(4,408)	0	0	PSAS	Oui
Société du centre national des Arts	Consolidée	31-août	T1 terminé le 30 nov.	234,884	228,860	6,024	18,346	3,481	21,827	20,833	994	994	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Commission de la capitale nationale	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	961,383	174,151	787,232	38,995	10,299	49,294	33,214	16,080	16,080	0	0	PSAS	Oui
Musée des beaux-arts du Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	106,019	98,947	7,072	12,887	5,909	18,796	19,145	(349)	(349)	0	0	PSAS-GNFPO	Oui
Musée des sciences et de la technologie du Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	274,476	263,968	10,508	10,089	501	10,590	12,117	(1,527)	(1,527)	4,208	0	PSAS-GNFPO	Oui
Conseil canadien des normes	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	13,372	7,428	5,944	3,843	2,439	6,282	7,165	(883)	(883)	0	0	PSAS	Oui
Telefilm Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	77,107	39,722	37,385	11,302	3,219	14,521	13,935	586	586	0	0	PSAS	Oui
VIA Rail Canada Inc.	Consolidée	31-déc	T1 terminé le 31 mars	1,870,765	1,821,036	49,729	119,059	12,485	131,544	133,724	(2,180)	208,617	0	0	IFRS	Oui
l'Autorité du pont Windsor-Détroit	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	2,306,534	834,736	1,471,798	113,000	238	113,238	63,710	49,528	49,528	0	0	PSAS	Oui

Remarques dans le rapport financier consolidé

- 1 Pour les besoins des Comptes publics, les sociétés d'État sont classées en deux groupes : les sociétés d'État **entreprises** et les sociétés d'État **consolidées**. Les sociétés d'État consolidées dépendent du financement du gouvernement comme principale source de revenus, alors que les sociétés d'État entreprises ne dépendent pas du financement du gouvernement pour maintenir leurs opérations. Il y a, cependant, quelques exemptions de déclaration. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, bien que société d'État, gère au nom du Régime de pensions du Canada, des fonds n'appartenant pas au gouvernement; ainsi, l'Office ne fait pas partie du périmètre comptable (s.o. (Sans objet) (Non disponible)). L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public est exempté (s.o. (Sans objet) (Non disponible)) de l'exigence de fournir les renseignements financiers sur une base trimestrielle. Ces renseignements sont seulement fournis sur une base annuelle le 31 mars aux fins d'uniformité.
- 2 Les sociétés d'État ont des dates de fin d'exercice financier différentes, selon ce qui convient le mieux à leur contexte opérationnel.
- 3 L'**actif total** (à court et à long terme) représente l'ensemble des éléments d'actif figurant dans les états financiers vérifiés ou le rapport financier trimestriel non vérifié de la société d'État (c'est-à-dire, argent comptant, matériel, etc.).
- 4 Le **passif total** (à court et à long terme) représente tous les passifs déclarés par la société (comptes créditeurs, emprunts et autres obligations).
- 5 L'**avoir** (également appelé « surplus ou déficit accumulé ») comprend le capital social, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat global et les participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant. Sous les normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNFPO), l'avoir peut être appelé « actif net » et il peut inclure des actifs affectés et non affectés, les actifs nets investis en immobilisations et d'autres gains (pertes) de réévaluation cumulés.
- 6 Les **crédits budgétaires** désignent les crédits parlementaires versés aux sociétés à titre de dépenses en capital et de fonctionnement qui sont reconnus comme un revenu dans l'État des résultats. De plus, les crédits peuvent inclure le financement d'immobilisations reporté qui est amorti et reconnu selon la même méthode et sur les mêmes périodes que les biens immobiliers, le matériel et les immobilisations incorporelles connexes.
- 7 Les **revenus (tiers)** incluent les recettes générées par la vente de biens et de services, le revenu de placement et autres revenus et gains (ex. gains de réévaluation). Autre financement reçu et reconnu (ne comprenant pas les crédits budgétaires) peut aussi y être inclus.
- 8 Le **total des revenus** représente les revenus tiers (ou revenus autogénérés, au sens défini ci-dessus) et les crédits relatifs aux opérations de l'année en cours.
- 9 Les **charges** incluent le coût des marchandises vendues ou le coût des ventes, les charges opérationnelles et administratives, les autres charges et les pertes (ex. les pertes de réévaluation, etc.), le cas échéant. Les dépenses ne comprennent pas les impôts sur le revenu ou les paiements distribués aux agences et offices provinciaux de la part de la Commission canadienne du lait ou aux pêcheurs de la part de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.
- 10 Le **revenu net (perte)** représente le revenu ou la perte avant impôts (le cas échéant), alors que le **résultat étendu total (perte)** comprend d'autres résultats étendus et tout élément extraordinaire (c'est-à-dire l'impôt sur le revenu payé). Dans certains cas, le revenu net ou les autres résultats étendus sont définis comme « l'excédent des crédits parlementaires par rapport au coût de fonctionnement », « le surplus », « le résultat net » ou « l'excédent des recettes par rapport aux dépenses ». Les données présentées correspondent directement aux données déclarées (de légers écarts peuvent exister en raison de l'arrondissement).
- 11 Les **emprunts** (auprès du tiers et du gouvernement, le cas échéant) comprennent les emprunts à court et à long termes en date du trimestre visé. Ceux-ci incluent les prêts, les avances versées par le gouvernement du Canada et autres instruments assimilables à des titres de créance.
- 12 Les **opérations portant sur l'avoir** avec le gouvernement comprennent les **dividendes** qui ont été versés (pas déclarés) au cours de l'année (montants cumulatifs à ce jour). Les dividendes peuvent être versés par la société au gouvernement du Canada avant ou après la fin de l'exercice financier de la société. Pour la Banque du Canada, les dividendes déclarés représentent le versement du surplus constaté au Receveur général du Canada.

- 13 Les sociétés d'État utilisent des normes d'établissement de rapports différentes (Normes internationales d'information financière (IFRS), normes comptables du secteur public (PSAS) ou normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNFPO) telles que notées dans les rapports publiés). Aucune conversion à l'une ou l'autre des normes d'établissement de rapports n'a été effectuée afin de présenter les renseignements financiers.
- 14 Un oui signifie que la société d'État est conforme avec la **LGFP (Loi sur la gestion des finances publiques)** 65.1 (3) "Le ministre compétent rend le rapport public dans les soixante jours suivant la fin du trimestre visé par celui-ci". À déterminer signifie que le rapport est à venir et n'a pas encore été publié.
-

- Les revenus totaux (les revenus autogénérés et les crédits), le revenu net, le revenu global total et les dividendes sont cumulatifs à compter du deuxième trimestre de chaque exercice visé.
- Les états financiers n'affichent pas toujours les mêmes données de façon uniforme, donc certaines données ont été rajustées ou ne pouvaient pas être liées directement à la catégorie d'établissement de rapports pour établir un repère significatif qui permet de comparer les données entre les sociétés d'État.
- Les données présentées couvrent la majorité des sociétés d'État. Dans les cas où il était impossible d'inclure des données, une explication a été fournie.
- Il convient, si l'on veut comparer le rapport d'une société d'État avec les données présentées ici, de tenir compte de la possibilité que la société ait redressé certaines données financières après le fait afin de refléter des modifications dans ses conventions comptables. Le lecteur doit savoir qu'aucune mesure n'a été prise pour faire en sorte que les données contenues dans ce rapport rendent compte de telles modifications.
- Le sommaire des données financières compilées à partir des rapports annuels publiés des sociétés d'État a été présenté à titre d'information, comprenant les résultats cumulés générés au cours de l'exercice financier.
- Les données présentées ont été tirées des rapports annuels ou des rapports financiers trimestriels disponibles sur le site Web de la Société d'État listée pour la période présentée.
- Conformément au paragraphe 151 (1) de la LGFP dès que possible après la fin de chaque trimestre le SCT rend public un rapport trimestriel global portant sur les activités de toutes les sociétés d'État mères établi à partir de leurs rapports financiers trimestriels et annuels qui ont été, lors du trimestre en cause, rendus publics aux termes du paragraphe 131.1(3) ou déposés devant le Parlement aux termes du paragraphe 150(1). Étant donné que toutes les sociétés d'État ne partagent pas la même fin d'exercice ou en raison de circonstances imprévues, certains rapports ne sont pas disponibles au moment de la publication et seront publiés au cours de la prochaine mise à jour du trimestre.

Date de modification :
2022-07-05